

Service Risques  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
59 019 LILLE cedex

Lille, le 17 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FLINT Group France**

ZI

60840 Breuil-le-Sec

Références : IC-R/097/24-CM/SL  
Code AIOT : 0005103657

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement FLINT Group France implanté Zone Industrielle de BREUIL LE SEC 60840 Breuil-le-Sec. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FLINT Group France
- Zone Industrielle de BREUIL LE SEC 60840 Breuil-le-Sec
- Code AIOT : 0005103657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FLINT Group France exploite sur la plate-forme chimique de Breuil-le-Sec des installations de fabrication d'encre liquide pour emballages. La société appartient pour moitié à Goldman Sachs et pour l'autre à Koch Industries. Flint fabrique environ 1200 produits et utilise près de 700 matières premières. Le fonctionnement de ces installations est réglementé par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 12 octobre 2010, du 12 juillet 2018 et du 8 septembre 2022.

### Thèmes de l'inspection :

- Prévention de la pollution atmosphérique
- Autosurveillance des rejets atmosphériques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	autosurveillance	AP Complémentaire du 08/09/2022, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.2	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.3	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.4	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.5	Sans objet
6	Consommation de solvants et émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.6.1	Sans objet
7	Consommation de solvants et émissions de COV	Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.6.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant répond à l'ensemble des dispositions de ses arrêtés préfectoraux sur la thématique de la surveillance des rejets atmosphériques, à l'exception d'une fréquence sur un paramètre suivi.

En effet, l'exploitant ne suit pas de façon triennale les COVnm sur le rejet situé au bâtiment E410 (dépoussiéreur). Pour ce point, l'exploitant s'est engagé à réaliser les mesures et à transmettre à l'inspection le rapport d'analyses.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/09/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, autosurveillance des émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> tableau
<b>Constats :</b>  Pour les conduits n° 1, 2, 3, 4, 6 et 7, la fréquence de contrôle triennale est respectée. Les derniers contrôles ont été réalisés : - en décembre 2021 pour les conduits n° 2, 3, 4, 6 et 7 ; - en juillet 2023 pour le conduit n° 1.  Pour le conduit n° 5, la fréquence triennale n'est pas respectée. Toutefois, l'exploitant s'est engagé à réaliser un contrôle dans les meilleurs délais. <u>Fait avec demande d'action corrective n° 1</u> : l'exploitant ne mesure pas de façon triennale les COVnm sur le rejet n° 5. Il transmettra les résultats de la mesure de COVnm sur le point de rejet n° 5 dès sa réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conduits et installations raccordées
<b>Prescription contrôlée :</b> tableau
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que l'ensemble des points de rejets existent et sont suivis (cf points de contrôles suivants).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions générales de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> tableau
<b>Constats :</b>  La hauteur des conduits 1, 5 et 7 n'a pas été inspectée.  L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées deux rapports d'analyses de la société Coélys : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les rejets de 5 et 7 datant de décembre 2021,</li><li>- pour le rejet 1 datant de juillet 2023.</li></ul> Pour l'ensemble des rejets, les valeurs de vitesse d'éjection minimale et de débit maximal sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de concentrations dans les rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> tableau
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées deux rapports d'analyses de la société Coélys : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les rejets de 5 et 7 datant de décembre 2021,</li><li>- pour le rejet 1 datant de juillet 2023.</li></ul> Pour les rejets 5 et 7, les deux paramètres imposés sont suivis. Le rapport d'analyses transmis ne montre pas de non-conformité au regard des valeurs limites de l'arrêté préfectoral.  Pour le rejet 1 (chaudières), des valeurs limites sont définies pour les NOx, les SOx et les poussières. Cependant, l'autosurveillance n'impose une fréquence de mesures que sur le paramètre NOx. Sur ce paramètre, le rapport d'analyses ne fait pas de dépassement. L'absence de fréquence d'autosurveillance sur les paramètres SOx et poussières s'explique par le fait que la chaudière est alimentée au gaz naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, quantités maximales rejetées
<b>Prescription contrôlée :</b> tableau
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées deux rapports d'analyses de la société Coélys : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les rejets de 5 et 7 datant de décembre 2021,</li><li>- pour le rejet 1 datant de juillet 2023.</li></ul> Pour les rejets 5 et 7, les deux paramètres imposés sont suivis. Le rapport d'analyses transmis ne montre pas de non-conformité au regard des valeurs limites de l'arrêté préfectoral. Pour le rejet 1 (chaudières), des valeurs limites sont définies pour les NOx, les SOx et les poussières. Cependant, l'autosurveillance n'impose une fréquence de mesures que sur le paramètre NOx (voir le point de contrôle précédent). Sur ce paramètre, le rapport d'analyses ne fait pas état de dépassement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Consommation de solvants et émissions de COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des gestion des solvants
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, réalisé selon les guides en vigueur et mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet annuellement ce plan de gestion à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire ses consommations de solvants.
<b>Constats :</b>  Le plan de gestion de l'année 2022 a été transmis à l'inspection des installations classées via la plate forme GEREP. L'action principale envisagée par l'exploitant est la mise en place de formation spécifique auprès de son personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Consommation de solvants et émissions de COV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2010, article 3.2.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emission de COV
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions totales (canalisées et diffuses) de COV sont inférieures ou égales à 3 % de la quantité de solvants utilisés.
<b>Constats :</b>  Les émissions totales représentent 0.5 % de la consommation de solvants de 2022 (soit 73 tonnes d'émissions pour 14 310 tonnes consommées). Ce taux est inférieur à 1 % depuis plus de 10 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite